

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

L



2019

BALCANICA

J. KALIĆ, *Information about Belgrade in Constantine VII Porphyrogenitus* • D. POPOVIĆ, *On Two Lost Medieval Serbian Reliquaries* • D. KOVAČEVIĆ KOJIC, *Serbian Silver at the Venetian Mint* • A. FOTIĆ, *Coping with Extortion on a Local Level* • L. HÖBELT, *Balkan or Border Warfare? Glimpses from the Early Modern Period* • P. M. KITROMILIDES, *Spinozist Ideas in the Greek Enlightenment* • M. KOVIĆ, *Great Britain and the Consular Initiative of the Great Powers in Bosnia and Herzegovina* • M. BJELAJAC, *Humanitarian Catastrophe as a Pretext for the Austro-Hungarian Invasion of Serbia 1912–1913* • F. GUELTON, *Avec le général Piarron de Mondésir: Un aller-retour de Brindisi à Valona* • D. BAKIĆ, *The Serbian Minister in London, Mateja Bošković, the Yugoslav Committee, and Serbia's Yugoslav Policy in the Great War* • G-H. SOUTOU, *The Paris Conference of 1919* • B. MILOSAVLJEVIĆ, *Drafting the Constitution of the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes (1920)* • M. VASILJEVIĆ, *Carrying Their Native Land and Their New Home in Their Hearts* • S. G. MARKOVICH, *The Grand Lodge of Yugoslavia between France and Britain (1919–1940)* • V. G. PAVLOVIĆ, *La longue marche de Tito vers le sommet du parti communiste* • K. NIKOLIĆ, *Great Britain, the Soviet Union and the Resistance Movements in Yugoslavia, 1941* • Y. MOURÉLOS, *Les origines de la guerre civile en Grèce* • A. EDEMSKIY, *Additional Evidence on the Final Break between Moscow and Tirana in 1960–1961* • Lj. DIMIĆ, *Yugoslav Diplomacy and the 1967 Coup d'Etat in Greece* • K. V. NIKIFOROV, *The Distinctive Characteristics of Transformation in Eastern Europe* • B. ŠIJAKOVIĆ, *Riddle and Secret: Laza Kostić and Branko Miljković* ❧

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

UDC 930.85(4-12)

BELGRADE 2019

ISSN 0350-7653

eISSN 2406-0801



<http://www.balkaninstitut.com>

Yannis Mourélos*

Université Aristote de Thessalonique

Les origines de la guerre civile en Grèce

Résumé : L'insurrection d'Athènes de décembre 1944 est le point d'aboutissement d'une crise de longue date. Crise politique, sociale, marquée de glissements spectaculaires au niveau de l'application et du respect des institutions, à quoi viendront se joindre l'expérience de l'occupation, puis, celle de la résistance. Dans la conjoncture, toute neuve, de la libération, cette accumulation de faits éclatera en un conflit d'une violence hors pair, dont les événements d'Athènes ne serviront, finalement, que de simple détonateur. Plutôt que de focaliser sur le déroulement, puis, sur les effets de la guerre civile grecque, notre tâche consiste à suivre en amont la trajectoire tourmentée de cette crise multidimensionnelle et à en dégager les différents points de repère.

Mots clés : Grèce, guerre civile, EAM, George II,

En décembre 1944, deux mois seulement après la libération, on se bat de nouveau dans les rues d'Athènes. Les avis sont unanimes pour y voir la genèse d'un conflit fratricide dont le point culminant seront de 1946 à 1949 les années de lutte armée. Le pays en sortira d'ailleurs profondément diminué. Il le sera d'autant plus sous les multiples effets de ce déchirement national que l'on voit se prolonger dans le temps. On en trouve, effectivement, des traces jusqu'à une date tardive, puisque ce n'est qu'en 1974 seulement, au lendemain de la chute du régime des colonels, que la gauche communiste finira par se voir réhabilitée au sein de la famille politique grecque.

Si elle déborde directement sur une guerre civile, l'insurrection d'Athènes de décembre 1944 est, aussi, le point d'aboutissement d'une crise de longue date. Crise politique, sociale, marquée de glissements spectaculaires au niveau de l'application et du respect des institutions, à quoi viendront se joindre l'expérience de l'occupation, puis, celle de la résistance. Dans la conjoncture, toute neuve, de la libération, cette accumulation de faits éclatera en un conflit d'une violence hors pair, dont les événements d'Athènes ne serviront, finalement, que de simple détonateur. Plutôt que de focaliser sur le déroulement, puis, sur les effets de la guerre civile grecque, notre tâche consiste à suivre en amont la trajectoire tour-

* ymourellos@yahoo.gr

mentée de cette crise multidimensionnelle et à en dégager les différents points de repère.

La Grèce de l'entre-deux-guerres en est incontestablement un. Un pays replié, déchiré par des discordes interminables, épuisé par des périodes étendues d'instabilité politique et sociale. Mais, surtout, un pays en quête de son identité. Plus question d'élan irrédentiste, la diplomatie hellénique faisant preuve, depuis l'issue infortunée de la guerre avec la Turquie, d'une prudence excessive. Certes, on ne signale plus de modifications frontalières. Il est vrai qu'un État des plus homogènes du point de vue ethnique surgira de l'échange forcé des populations décidé en 1923 à Lausanne. Seulement, ce repli s'avère particulièrement payant dans le domaine social. L'afflux impressionnant des réfugiés grecs d'Asie Mineure (1,5 sur un total de 5 millions d'habitants) met la Grèce aux prises avec une vitesse et avec des moyens de croissance inconnus jusqu' alors. Des multiples crises de l'entre-deux-guerres on voit émerger un mouvement ouvrier qui, exploitant à fond l'instabilité flagrante dont les forces politiques traditionnelles font preuve dans le domaine de la gestion des affaires, contestera de plus en plus le système des valeurs existant.

Dès son apparition, ce mouvement ouvrier est l'objet d'une politique de répression aux termes de la législation relative au banditisme et appliquée par analogie sur ses militants, puis, en vertu d'une législation d'une sévérité peu commune, il est vrai, votée et appliquée spécialement à cet effet. Dans cette escalade anticommuniste des années '20 et '30, beaucoup plus qu'un danger réel, on peut, de nos jours, entrevoir le reflet d'un sentiment anticipé d'inquiétude et d'insécurité, ce qui explique le recours à des méthodes et à des moyens de répression.

Plus révolutionnaire dans son discours que dans ses actes, scindé par des luttes internes sur des questions d'ordre doctrinal que les multiples interventions de l'Internationale finiront par aggraver, pris, enfin, dans l'engrenage de ses propres contradictions, le parti communiste grec ne sera, en aucun cas, en mesure de mettre sérieusement en cause les fondements de la société. La preuve la plus éclatante en est le nombre relativement restreint d'adhérents. A l'époque la plus faste, les années de crise économique, ceux-ci ne parviennent même pas de franchir le cap de 15 à 16 000. En revanche, personne ne conteste la popularité du parti au niveau de la classe ouvrière d'où celui-ci peut à tout temps puiser une clientèle plus ou moins stable, notamment auprès de la masse prolétarisée des réfugiés.

Ne reste pas moins que la vague anticommuniste apportera finalement des effets opposés au résultat convoité : la radicalisation de la classe ouvrière. Dans la conjoncture, toute différente, de la résistance et de la libération, ce phénomène conduira à des rebondissements spectaculaires.

Revenons un peu sur cette Grèce de l'entre-deux-guerres pour évoquer un paramètre qui, à son tour, pèsera lourd sur la suite des événements. Il s'agit

de la perception du pouvoir et de la façon dont celui-ci est exercé par ceux qui le détiennent.

Dans un contexte international marqué par la crise économique et par la montée au pouvoir de régimes autoritaires, la régression d'abord, l'abolition pure et simple, ensuite, du système parlementaire en Grèce ne devrait surprendre. C'est la conséquence directe d'une certaine conception des choses: faute de pouvoir répondre aux transformations profondes survenues entre-temps au niveau même des structures de la société par l'adoption de projets de réformes appropriés, les partis dirigeants optent en faveur de procédés extraconstitutionnels appliqués contre l'adversaire politique traditionnel dans un stade initial, mais très vite aux dépens de la menace commune: la gauche communiste. C'est ainsi que l'on voit surgir des méthodes de gouvernement perceptibles au niveau des prérogatives de l'exécutif allant à l'encontre des principes constitutionnels donnant, ainsi, lieu à un climat de fausseté et d'arbitraire. Climat à l'image de la disparité séparant une constitution calquée sur des principes révolus, des besoins urgents d'une situation économique et sociale en pleine mutation.

Ajoutons, enfin, pour compléter cet aperçu de la Grèce de l'entre-deux-guerres, le comportement insolite des militaires. Politisés en fonction des nombreuses controverses de l'époque, on les voit revendiquer, pendant toute la deuxième moitié des années trente, un rôle de plus en plus autonome, aspirant même à la conquête du pouvoir. Dans ce contexte bien triste, la restauration arbitraire de la monarchie en 1935, puis, l'année d'après, l'abolition du régime parlementaire par l'instauration d'un pouvoir autoritaire aux tendances fascistes ne seront, en fin de compte, que l'expression à peine plus poussée de cette crise de longue date.

Le courage dont les Hellènes firent preuve en 1940-1941 face à l'agression de l'Axe, atténua quelque peu ce climat de malaise. Trêve éphémère toutefois, les disparités et les discordes du passé faisant à nouveau surface dès les premières actions de résistance aux dépens de l'occupant.

Deux fils conducteurs se prêtent pour mieux saisir l'évolution de l'affaire grecque sous l'occupation : 1) l'examen des différentes formes de pouvoir que nous voyons surgir pendant ces années sombres et 2) le degré d'ingérence étrangère.

Des trois formes de pouvoir qui surgissent dans la conjoncture de l'occupation, les gouvernements dociles présentent, sans conteste, le moins d'intérêt. Leur survie dépend de l'appui largement prêté par l'occupant. Leurs membres seront, d'ailleurs, traduits en justice et accusés de haute trahison.

Contrairement au cas précédent, les circonstances font que le gouvernement grec en exil (deuxième forme de pouvoir) est le seul en mesure de revendiquer pour son compte une certaine notion de continuité. N'ayant reconnu aucun acte d'armistice, il poursuit le combat subissant le même sort que ses homologues norvégien, polonais, néerlandais, yougoslave et autres. C'est-à-dire, sa légitimité

est unanimement reconnue par les Alliés qui y voient déjà le vivier du futur état des choses en Grèce.

Seulement, ce gouvernement en exil est aux prises avec de nombreux problèmes de cohésion. Il rassemble républicains et royalistes à la fois, autrement dit, les représentants des forces politiques qui se sont farouchement opposées pendant l'entre-deux-guerres. Pis encore, on y repère des partisans d'un régime extra-parlementaire, un peu à l'image de celui qui précéda l'entrée en guerre du pays. Mais, par-dessus tout, on a affaire à un gouvernement qui n'arrive pas à se dégager de la tutelle encombrante d'un roi, Georges II, pour qui la question constitutionnelle au lendemain de la libération ne se pose point.

Éloigné du territoire national, avec lequel les voies de contact et de communication se préservent au prix de maintes difficultés, mal renseigné de ce qui s'y produit, espérant sans doute que l'on fasse appel à lui dans une conjoncture bien précise, celle de la libération, le gouvernement grec en exil ne fait rien, ou presque, pour s'élever à la hauteur de la situation.

Enfin, troisième forme de pouvoir, la plus complexe admettons-le, les forces de résistance. Et pour commencer, pourquoi et comment le mouvement de résistance se soumet-il au contrôle, presque exclusif, de la gauche ? La réponse n'est pas simple. En tout cas, faudrait-il tenir compte de deux phénomènes interdépendants : 1) l'abolition du système parlementaire pendant les années qui précèdent la guerre et, par extension, le manque de structures au niveau des partis traditionnels leur permettant de procéder à une mobilisation populaire à grande échelle et 2) le retranchement de la gauche communiste longtemps chassée, maltraitée, opprimée, donc ayant acquis une expérience lui permettant de survivre et, pourquoi pas, de se consolider dans des circonstances particulièrement désavantageuses.

C'est ainsi qu'en septembre 1941, on assiste à la création d'un Front National de Libération (EAM), officiellement une coalition de nombreux partis de gauche (dont le parti communiste). L'EAM sera bientôt doté d'une armée à lui.

Que l'EAM ait bien voulu s'assurer la prise du pouvoir au lendemain de la libération, il n'y a pas à en douter un seul instant. La question qui demeure encore insoluble et qui persiste à diviser les historiens se rapporte sur la façon dont cette ascension était perçue : par voie légale ou à travers l'instauration d'une république populaire ?

Ce qui importe pour l'instant c'est la diffusion spectaculaire de l'EAM, phénomène qui se produit au cours de l'année 1943. Pris à contretemps, Britanniques, gouvernement en exil et partis politiques traditionnels, feront front commun dans un effort de déjouer toute évolution intempestive. Ceci sera particulièrement ressenti au printemps 1944, à la suite de la formation, en Grèce même, d'un Comité Provisoire de Libération Nationale, chargé de l'administration des territoires libérés et passés sous contrôle de la résistance mais, également, chargé « du rétablissement, au lendemain de la libération de la vie politique normale

du pays, de sorte que les droits souverains du peuple grec soient garantis et que toute tentative visant à imposer des solutions contraires à la volonté de ce dernier soit exclue ».

Bientôt le phénomène fera tache d'huile. Plusieurs unités appartenant aux forces hellènes libres engagées militairement sur les théâtres moyen-oriental et nord-africain se soulèveront réclamant la formation d'un gouvernement d'union nationale. Mutinerie aussitôt avortée grâce à l'intervention des autorités britanniques locales. Une conférence nationale tenue à Beyrouth et groupant des représentants des partis politiques mais aussi des mandataires des différentes organisations de résistance succédera aux mutineries du printemps. Ses travaux aboutiront à un accord général sur la formation d'un gouvernement d'union nationale. Placé sous la présidence de Georges Papandhréou, celui-ci se voit chargé de veiller sur la liberté du peuple hellène de décider souverainement du régime politique et social ainsi que du gouvernement de son choix.

Enfin, pour la première fois le roi prend clairement position. Il s'engage à ne regagner le pays qu'au terme d'un verdict populaire, dans la mesure, bien entendu, où celui-ci le lui permettrait.

Le congrès du Liban un tournant ? Cela se pourrait à condition de bien vouloir nuancer. Pas mal d'aspects en demeurent encore obscurs. Est-ce un piège tendu à l'égard de l'EAM dans le but de le neutraliser ? On peut le supposer. Car, admettre au sein de ce schéma d'union nationale la principale organisation de résistance au même titre exactement que le reste de ses homologues équivaut à une tentative de mise sous contrôle. D'autre part, les gens de l'EAM seraient-ils aussi dupes au point de laisser faire ? Chercheraient-ils, plutôt, à gagner du temps, confiants en l'efficacité de leur structure, remarquable il faut avouer, pour se lancer le moment venu à la conquête du pouvoir ? Quel est le rôle joué par les Britanniques dans cette affaire ?

Nous voici, donc, aux prises avec un sujet multidimensionnel. A vrai dire, l'immixtion britannique est bien antérieure à la tenue du congrès du Liban. Tout simplement, elle manque de pragmatisme. La ligne conductrice en est, bien entendu, le rétablissement de l'influence économique et politique anglaise à travers la restauration d'un régime de monarchie constitutionnelle. A la tête de la hiérarchie, Churchill et Eden n'ont qu'une obsession : restituer son trône à Georges II. Du coup, sont-ils hostiles à tous ceux qui s'y opposent, peu importe leur ascendance politique. C'est aussi la ligne suivie par le *Foreign Office* qui ne s'intéresse qu'au sort du roi, du gouvernement en exil et à celui des forces hellènes libres. On mettra du temps à Londres et au Caire pour se rendre compte du degré d'influence de l'EAM. Ce ne sera fait qu'à partir du deuxième semestre de l'année 1943. Trop tard ! De nombreux scénarios dans le but de neutraliser l'EAM font alors leur apparition. Le congrès du Liban en est un.

En même temps on essaie de se prémunir contre d'éventuels fléchissements au niveau international. Au sommet de Téhéran, la Grèce est unanime-

ment considérée comme faisant partie de la zone d'influence britannique. Au cours de leur entrevue du Québec, en septembre 1944, Churchill et Roosevelt entrevoient l'utilité d'expédier des unités britanniques en Grèce pour maintenir l'ordre au lendemain de la libération. Mais c'est la rencontre Churchill-Staline, tenue à Moscou le mois d'après, qui est digne du plus haut intérêt. L'accord convenu à cette occasion sanctionne le partage des Balkans.

Le 18 octobre 1944, conformément aux stipulations de l'accord du Liban, le gouvernement d'union nationale s'installe dans Athènes libérée. Dans l'obligation d'assister une population accablée, trop impatiente de voir ses souffrances allégées, aux prises avec une économie où l'inflation galopante et le marché noir font des ravages, il sera vite dépassé par l'immensité de sa tâche. En réalité, il ne doit son autorité qu'à la présence des contingents britanniques débarqués en même temps que lui. En dehors des agglomérations principales il ne fait pas le poids. C'est ainsi que la joie du premier temps fera place à la déception, le soulagement à la méfiance.

L'EAM pourrait-il profiter de la situation pour s'emparer du pouvoir ? C'est du moins ce que l'on craint au niveau le plus élevé de la hiérarchie gouvernementale. On s'arrange ainsi pour transporter du Moyen-Orient une brigade constituée en hâte et considérée comme étant fidèle au gouvernement. Par l'entremise des Britanniques, on exige la dissolution de toutes les organisations de résistance. Le 2 décembre, les ministres délégués de l'EAM quittent le gouvernement en signe de protestation. La rupture est consommée. Le lendemain, une manifestation antigouvernementale dégénère en émeute. C'est l'étincelle qui fera sauter la poudrière. Pendant plusieurs semaines gouvernementaux et communistes se battent farouchement dans les rues de la capitale. Churchill lui-même s'y rendra à Noël. C'est d'ailleurs l'appui prêté par les Britanniques qui fera la différence en faveur des gouvernementaux. Athènes sera à jamais perdue pour les communistes. Ce n'est pas pour autant le cas pour le reste du pays, ce qui débouchera bientôt sur une nouvelle manche de confrontation armée.

L'insurrection d'Athènes fait-elle partie d'un complot organisé par la gauche dans le but de s'emparer du pouvoir ? A-t-on, inversement, affaire à un piège minutieusement tendu par ses adversaires Grecs gouvernementaux et Britanniques ? Ou bien, troisième version, ces journées sanglantes de décembre constituent-elles une erreur monumentale, aucun des partis ne désirant la rupture mais s'y laissant, tous deux, spontanément entraîner, trahis par l'effet d'un manque de confiance réciproque ? Réflexions qui déclenchent toute une série d'interrogations portant, cette fois-ci, sur la crise des années 1946-1949. Pourquoi la gauche persiste-t-elle au maintien de ses positions malgré le sort de la bataille d'Athènes qui lui est défavorable ? Est-ce tout simplement un mouvement d'autodéfense face à la montée de la terreur anticomuniste qui surgit en province ? Et si une guerre civile constitue l'ultime ressort, quel est le pourcentage de réussite ? Aussi possède-t-on les moyens appropriés pour se tirer d'affaire ?

Est-on disposé à se détacher de la tutelle encombrante de Moscou, à l'image de l'exemple yougoslave, ou bien est-on décidé à imposer un régime stalinien ? Enfin, la guerre civile était-elle vraiment incontournable ?

Que de questions qui tourmentent encore de nos jours les Grecs, dans l'attente (peut-être vaine) de la mise à la disposition de la recherche des archives du parti communiste. La guerre civile est encore loin de constituer un champ privilégié pour l'historien. Ainsi, le contenu de la présente contribution n'en est qu'un aperçu approximatif même si, des fois, ce que vous venez de lire suggère plus de questions qu'il n'apporte de conclusions.

Bibliographie sélective

- British Policy towards Wartime Resistance in Yugoslavia and Greece*, eds. Phyllis Auty & Richard Clogg. Londres : Barnes & Nobles, 1975.
- Greece in the 1940's. A Nation in Crisis*, éd. John Iatrides. Hanover & Londres : University Press of New England, 1981.
- Studies in the History of the Greek Civil War, 1945–1949*, eds. Lars Baerentzen and John Iatrides. Copenhague : Museum Tusulanum Press, 1987.
- La Grèce et les conflits contemporains. De l'enjeu au partenariat international*, contributions réunies par Yannis Mourélos et Constantin Varfis, *Guerres mondiales et Conflits contemporains* 172 (Paris 1993).
- Alivizatos, N. *Les institutions politiques en Grèce à travers les crises, 1922–1974*. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1979.
- Iatrides, J. *Revolt in Athens. The Greek Communist "Second Round"*. Princeton University Press, 1972.
- Richter, H. *Griechenland zwischen Revolution und Konterrevolution, 1936–1946*. Francfort : Europäische Verlagsanstalt, 1973.
- Woodhouse, C. M. *The Apple of Discord*. Londres : Hutchinson, 1948.
- *The Struggle for Greece, 1941–1949*. Londres 1976.
- Xydis, S. *Greece and the Great Powers, 1944–1947*. Thessaloniki : Institute for Balkan Studies, 1963.

